



Justice togolaise

Le juge Abdoulaye Yaya passe enfin des discours aux actes

Vendredi dernier, le président de la Cour suprême et président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), le juge Abdoulaye Yaya, a fait une annonce importante, inattendue qui pourrait apporter des améliorations dans la façon dont les décisions ...



PAGE 3

ECONOMIE



Corridor Togo-Mali

L'OTR présente les facilités aux opérateurs économiques maliens

Une délégation de l'Office togolais des recettes (OTR) conduite par son directeur du renseignement et de la lutte contre la ...

PAGE 5

ART & CULTURE



FESPACO 2021

Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU, ministre de la Culture et du tourisme, a rassemblé les festivaliers togolais autour d'un dîner

PAGE 9



Sommet mondial des filles

Yawa Djigbodi Tsègan a réaffirmé le soutien du Togo à l'initiative

Le Togo a abrité fin semaine dernière, la première édition du Sommet mondial des filles organisé sur le continent africain. L'éclat de l'évènement a été rehaussé par la présence de la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tsègan.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Sommet mondial des filles : le regard d'experte de la professeure Germaine Kouméalo Anaté

Professeure titulaire et enseignante-chercheuse dans les universités publiques du Togo, Germaine Kouméalo Anaté est députée du parti Unir à l'Assemblée nationale togolaise. L'honorable Anaté a participé au Sommet mondial des filles en sa qualité de présidente de l'association Cœur solidaire, une organisation de la société civile qui œuvre pour l'autonomisation et le leadership des filles. En marge de la clôture de cet important sommet tenu la semaine dernière à Lomé, nous l'avons interviewée.

« Nous sommes en train de finir le Sommet mondial des filles tenu à Lomé. Ce sommet est très important pour nous parce que c'est la première fois qu'un pays africain l'accueille. Ce sommet nous montre que les questions abordées sont d'ordre mondial. Ce ne sont pas seulement des problèmes d'Africains. La preuve, plusieurs pays du monde sont représentés. Ce fut l'occasion pour nous d'avoir un regard plus large pour qu'aucun peuple ne soit centré sur lui-même, et aussi pour que nous puissions travailler en réseau, pour porter ensemble toutes les questions liées à l'égalité des genres », a déclaré la professeure Germaine Kouméalo Anaté.

Mais qu'entend-on par égalité des genres ? est-ce une façon pour les femmes de vouloir raver la vedette aux hommes ? « Il s'agit simplement du respect des droits humains, du respect de l'autre, du respect de la place que la femme doit impérativement occuper dans chaque sphère de la société. Cela doit ...

PAGE 3

Diversité culturelle

Jubilé de diamant l'Institut Goethe du Togo

Le 21 octobre 1961, l'Allemagne a planté l'arbre de la diversité culturelle au Togo à travers un institut qui porte ...

PAGE 11

Grève des transitaires

Edem Tengué et le Synlitrasto trouvent un terrain d'entente

Le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Edem Tengué, a rencontré le samedi 23 octobre dernier, le Syndicat libre des transitaires (Synlitrasto) à Lomé. Les échanges ont porté sur l'appel à une grève ...



PAGE 5



SOMMAIRE

Guinée-Conakry / Nouveau gouvernement
Le Col. Doumbouya nomme des militaires aux
postes régionaux



P 4

Programme Forward / Séance de travail à Lomé
La FTF et la Fifa peaufinent le football togolais



P 10

Diversité culturelle
Jubilé de diamant l'Institut Goethe du Togo



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Afanvi Yawa, revendeuse de pagnes à Kpalimè

Si les femmes entreprenaient par nécessité, elles sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses à se lancer par envie et par détermination. Afanvi Yawa, entrepreneure dans l'âme est revendeuse de pagnes à Kpalimè. Malgré les difficultés, surtout après le décès de son père au début des années 2000, elle refuse d'être marginalisée ou réduite au rang très « traditionnel » de la femme au foyer vouée à la maternité et se lance dans la revente de pagnes. Bénéficiaire FNFI, elle a pu s'autonomiser.

PARCOURS

Le réveil affiche 9 heures ce matin-là. Afanvi Yawa, l'air détendu, vient d'ouvrir sa boutique de pagnes au Grand marché de Kpalimè. Son premier réflexe est d'allumer son téléphone portable car pour cette autodidacte en e-commerce qui vient de suivre une formation en entrepreneuriat numérique, vendre ses pagnes sur internet est une nécessité. En effet, le pagne autrefois réservé uniquement répond désormais à tout type de couture et intéresse les jeunes de Kpalimè. « Ma clientèle est surtout constituée de femmes, mais j'ai clients très jeunes aussi. Pour fidéliser ces derniers, j'utilise surtout WhatsApp et je suis en contact permanent avec eux », confie Afanvi Yawa.

Mais le rêve de dame Afanvi Yawa aurait pu virer au cauchemar après le décès de son père au début des années 2000. Elle rejoint

alors sa grande sœur pour quelques années, puis se marie et devient femme au foyer. Très rapidement, le besoin d'avoir une Activité Génératrice de Revenus pour participer activement aux besoins de sa famille et aider son mari se fait sentir. C'est ainsi qu'elle découvre le FNFI par l'entremise d'une amie en 2015. « Je cherchais à m'en sortir. Et c'est là qu'une amie m'a parlé du FNFI. Nous avons fait un groupement de 5 personnes pour avoir le prêt FNFI » se rappelle-t-elle. Et elle complète. « Vers fin 2015, j'ai pu obtenir alors un premier prêt de 30 000 FCFA, ce qui m'a permis d'acheter quelques pagnes et mon business a commencé ».

Avec son épargne et les prêts successifs obtenus, elle réussit à ouvrir une boutique pour mieux servir sa clientèle.

SURMONTER LES DEFIS

Si tout le monde peut en théorie le devenir, n'est



Afanvi Yawa

pas entrepreneure qui veut. Réussir dans les affaires requiert un certain nombre de qualités et de compétences qui ne s'acquièrent pas toutes sur les bancs de l'école. Afanvi Yawa en fait la preuve, manifestant une forte personnalité qui l'a aidé à faire face aux différents défis et difficultés qu'elle rencontre au quotidien. C'est en cela que s'exprime l'essence même de la femme Togolaise : espoir, courage et persévérance. Des valeurs qui lui permettent aujourd'hui d'être une opératrice économique connue et admirée de la ville de Kpalimè. « Mon chiffre d'affaires mensuel

tourne autour 600 mille FCFA et mon bénéfice net 150 000 FCFA »

Grace à son commerce, Afanvi Yawa participe également au bien-être des membres du foyer avec efficacité et ne cesse de gagner en légitimité au sein de sa communauté.

L'ACCES AU FINANCEMENT

L'accès au financement a été un frein pour Afanvi Yawa. Grace au FNFI, elle a pu se lancer et est devenue une femme autonome.

Les success stories FNFI à l'instar de dame Afanvi Yawa attestent des incroyables retombées positives de la

participation des femmes à la vie économique pour les familles et les communautés. Sans oublier qu'en multipliant les entreprises détenues par des femmes, on multiplie aussi les sources d'emplois.

Parmi ses objectifs, Afanvi Yawa rêve d'ailleurs de recruter. Elle nous confie : « Mon objectif, c'est d'avoir une boutique beaucoup plus grande et surtout aller faire mes achats en gros à l'extérieur. Il me faudra du personnel ». Ce rêve, elle pourra le réaliser avec le FNFI, car bénéficiaire en fin des cycles des produits FNFI, elle est éligible pour le produit Nkodédé.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récupéré N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavé: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafer

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Atipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... nous amener à des ruptures. La femme a aussi sa place dans la sphère dite publique. La femme n'est pas que citoyenne, elle doit aussi être actrice du développement de sa communauté au même titre que l'homme. Si nous voulons aller vers un développement durable, équilibré de nos sociétés, nous ne pouvons pas le faire valablement avec une seule partie de la population », a expliqué l'honorable Anaté. Elle reconnaît qu'il y a une prise de conscience depuis un moment. Et pour avancer, il faut que ceux qui portent ce combat continuent de pousser leurs pairs à sortir du discours de confrontation que l'on a souvent collé au féminisme, un courant de pensée mal perçu. « Aujourd'hui on n'est plus dans cette logique de confrontation. C'est pour cela que, avec Onu Femmes, l'on a initié le concept de HeForShe (lui pour elle). Nous avons besoin des hommes aux côtés des femmes pour porter notre destinée commune », a reconnu madame Anaté. « Sur ce plan, les lignes ont quand même bougé. Aujourd'hui, hommes et femmes dans une large majorité prennent conscience de leurs responsabilités communes au sein de la société, de leur rapport de partenaires plutôt que d'adversaires. C'est ce discours-là que nous voulons aujourd'hui porter haut et fort », a-t-elle poursuivi. Maintenant, il convient de faire un diagnostic lucide en ce qui concerne les avancées, mais aussi en ce qui concerne le chemin qui reste à parcourir. Au Sommet mondial des filles 2021, il y a eu des panels qui ont abordé ces aspects. « Au niveau du cadre légal et juridique, nous n'avons pas les mêmes avancées. Certains pays sont plus favorables à la protection de la femme que d'autres. Par exemple, il y a encore des pays où le mariage est à 13 ans, à 15 ans », a précisé l'enseignante. Selon l'universitaire Anaté, « il y a ce travail d'uniformisation des textes vers lequel l'on doit aller ». L'éducation au numérique est aussi un défi à relever, parce que les dangers liés à l'utilisation des réseaux sociaux par exemple sont multiples (agressions, harcèlement en ligne etc...). Il y a eu un partage d'expérience entre les anciennes générations et les jeunes filles. « Nous n'avons pas les mêmes regards sur la société et sur les problèmes. Il était important de confronter ces regards et de voir comment l'on peut harmoniser nos points de vue pour qu'il y ait un vrai travail de collaboration quelle que soit la tranche d'âge. Nous les anciens, nous avons lancé des chantiers, mais, il revient à nos enfants de les terminer. Il est donc important que nous parlions le même langage », s'est exprimée la présidente de Cœur solidaire. Les questions de la formation des filles et femmes, le financement des projets d'autonomisation des femmes restent aussi des défis. « Lors du sommet, nous avons eu une formation sur l'élaboration de projets, et une autre formation sur le leadership féminin. Nous voulons tous être des leaders. Mais, vous ne pouvez pas impacter de façon crédible votre société, si vous ne faites pas un travail sur vous-même, pour vous transformer, se connaître, avoir des valeurs solides. Le leadership doit être d'abord personnel », a martelé la professeure Anaté. **E. Dadzie**

Sommet mondial des filles
Yawa Djigbodi Tsègan a réaffirmé le soutien institutionnel du Togo à l'initiative

Le Togo a abrité fin semaine dernière, la première édition du Sommet mondial des filles organisé sur le continent africain. L'éclat de l'évènement a été rehaussé par la présence de la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tsègan.

« Bravo à vous pour l'audace et la détermination dont vous avez fait preuve », a lancé la présidente de l'Assemblée nationale, à l'endroit des participantes et organisateurs du quatrième sommet mondial des filles, dont le Togo a abrité la première édition sur le continent africain la semaine dernière. « Vous avez le soutien institutionnel au plus haut niveau », a-t-elle poursuivi. Le sommet s'est en effet terminé sur une bonne note et il faut une forte volonté politique de la part des gouvernants des pays du monde entier pour mettre en œuvre les recommandations faites par les filles et la feuille de route dont la société civile est auteure. Reconnue comme l'artisane de ce sommet, Awa Faly Ba, directrice de Plan international Togo, a pris la parole pour exposer les défis qui ont dû être relevés pour sa

réussite. « Pour nous, c'était comme grimper le mont Ogou et nous sommes arrivés au sommet. Il y avait les défis liés à la pandémie, et à l'engagement des jeunes, surtout des filles. Ces filles nous ont aidés à construire ce sommet. Il y avait aussi le défi technologique. Nous avons finalement pu le relever. Nous avons pu briser les barrières physiques », a déclaré Awa Faly Ba. En effet, des milliers de personnes n'ont pas pu faire le déplacement à cause des contraintes liées à la pandémie du coronavirus et ont dû suivre le sommet à distance, en ligne. « Nous n'aurions jamais pu faire cela tout seuls. Nous l'avons fait avec nos partenaires », a reconnu la directrice de Plan international Togo, l'organisation qui a porté le leadership de l'organisation de ce sommet.

« Il y avait un défi encore plus énorme, le défi institutionnel. Et pour cela, je voudrais remercier madame la ministre de l'Action sociale du Togo. Elle a mobilisé toute sa hiérarchie, l'ensemble du gouvernement. Grâce à elle, nous avons réussi à obtenir le haut patronage du président de la République. Sans oublier l'honorable présidente de l'Assemblée nationale qui a été des nôtres par deux fois », a poursuivi Awa Faly Ba. Elle a conclu en disant : « Je voudrais remercier madame la première dame du Burkina Faso pour sa présence à nos côtés. Et nous savons qu'elle ne manquera pas de mobiliser les autres premières dames de la sous-région pour notre cause. Lors de ce sommet, il y a eu des appels à engagements et plusieurs institutions en ont pris ». Mais que pensent les filles



Yawa Djigbodi Tsègan (à droite) remettant les certificats de participation aux filles

elles-mêmes de ce sommet ? Mariamar Conon, participante venue du Bénin et qui a porté les recommandations de ses camarades auprès des dirigeants, nous a confié : « Participer à ce sommet a été une opportunité pour moi et pour toutes les filles de l'Afrique et du monde. Ce fut l'occasion d'exprimer nos besoins face aux autorités et organisations qui mènent des actions pour la protection des filles ». « C'était une opportunité pour

nous de nous libérer, parce que nous avons eu des espaces de discussions intergénérationnelles, des espaces d'apprentissage. Cela renforce notre leadership et cela nous permet de constater l'unicité de nos problèmes quel que soit le pays dont l'on est originaire. Nous avons compris que les filles ont les mêmes problèmes et cela nous a permis d'unir nos forces et de faire des plaidoyers », s'est-elle exprimée.

Edem Dadzie

Justice togolaise

Le juge Abdoulaye Yaya passe enfin des discours aux actes !

Vendredi dernier, le président de la Cour suprême et président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), le juge Abdoulaye Yaya, a fait une annonce importante, inattendue qui pourrait apporter des améliorations dans la façon dont les décisions de justices sont rendues dans notre pays. Après plusieurs semaines de dénonciations, le juge Yaya est enfin passé aux actes !

Le juge Yaya précise que son institution ne cherche pas à se substituer à l'exécutif, ni à l'Assemblée nationale qui a pour vocation de faire les lois. Toutefois, il souhaite désormais correctement jouer son rôle qui est de faire en sorte que l'application de la loi par les juges reste « impersonnelle ». « C'est-à-dire une loi pour tous, accessible, gratuite, pas une justice inféodée à n'importe quelle pesanteur, ou à quiconque. Nous voulons une justice protectrice de la victime, et véritablement un épouvantail du

délinquant. Le règne de l'argent, de la forfaiture, de l'abus des pouvoirs, doivent prendre fin ». Pour commencer, le juge Yaya a frappé dans une fourmilière, une matière très sensible dans notre pays, le foncier. Face aux dérives dans l'exécution des décisions de justice en matière foncière par certains acteurs de justice, le président du Conseil supérieur de la magistrature annonce : « toute expulsion forcée massive, toute démolition d'immeubles quelles que soient leurs envergures, et tout déguerpissement massif de



Le juge Abdoulaye Yaya

population ordonné par décision de justice, sont suspendus jusqu'à nouvel ordre dans les deux ressorts des Cours d'appel du Togo, c'est-à-dire sur toute l'étendue du territoire ». Il poursuit : « J'engage à cet effet,

les départements ministériels en charge des auxiliaires de justice, les officiers de police et les gendarmes judiciaires, et autres agents à suspendre jusqu'à nouvel ordre toujours, toute assistance requise afférente aux

suspensions ci-dessus visées. Désormais, tout individu ou groupe d'individus surpris en train d'entraver ou constituant entrave aux suspensions ci-dessus, seront poursuivis pour vandalisme, destruction volontaire et autres. Les responsables des structures étatiques impliquées dans la gestion du foncier sont appelés chacun en ce qui le concerne à œuvrer pour la cohésion et le vivre ensemble des populations togolaises ».

On note une volonté très claire du juge Abdoulaye Yaya de remettre de l'ordre dans la maison, et surtout dans le domaine du foncier, qui si l'on ne fait pas attention, pourrait engendrer d'importants conflits communautaires dans notre pays.

La rédaction

Mali/Transition

Au Mali, l’ONU prône un retour à un pouvoir civil

Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU est arrivée, samedi 23 octobre, à Bamako pour pousser le Mali à revenir à un pouvoir civil après deux putschs en neuf mois, dans une région en proie aux violences djihadistes et intercommunautaires.

La délégation, accueillie par le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, est co-dirigée par l'ambassadeur du Niger auprès des Nations unies, Abdou Abarry, et son homologue français Nicolas de Rivière, et comprend notamment l'ambassadrice américaine à l'ONU Linda Thomas-Greenfield. Elle doit rencontrer samedi et dimanche les autorités maliennes, des représentants

de la société civile et des groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015, selon le programme officiel. La délégation inclut également des représentants de la Chine, de l'Inde, de la Russie et des États-Unis. Les 15 représentants rencontreront "des membres de haut rang du gouvernement de transition du Mali et des groupes de la société civile qui travaillent au renforcement des institutions démocratiques du Mali", ont

déclaré les États-Unis. Parallèlement, une délégation de la junte malienne dirigée par le ministre de la Réconciliation nationale, le colonel Ismaël Wagué, a rencontré vendredi et samedi à Alger des chefs de ces groupes armés, indique la médiation algérienne dans un communiqué, sans précision sur ces groupes. La visite du Conseil de sécurité au Mali a lieu au moment où les autorités de la transition affichent ouvertement leur



Le col. Assimi Goïta

volonté de reporter l'élection présidentielle prévue le 27 février - une date imposée par la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) - pour un retour à un pouvoir

civil. Le Conseil de sécurité de l'ONU veut un respect des délais électoraux, après les deux putschs d'août 2020 et de mai 2021.

T.M. et France 24

Guinée-Conakry / Nouveau gouvernement

Le Col. Doumbouya nomme des militaires aux postes régaliens

Un communiqué lu dans la soirée du vendredi 22 octobre à la télévision publique a annoncé la nomination des trois premières personnalités du gouvernement de transition du Premier ministre Mohamed Béavogui, lui-même nommé le 6 octobre. Trois postes sont pourvus sur 27 (25 ministres et 2 secrétaires généraux).

Une partie de l'équipe du Premier ministre guinéen, Mohamed Béavogui, nommé le 6 octobre dernier, a été dévoilée jeudi. Selon un décret lu à la Radiotélévision guinéenne, deux postes ont été attribués à des militaires jugés proches de Mamadi Doumbouya : celui de ministre délégué chargé de la Défense

nationale va au général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara dit « Idi Amin » ; celui de ministre délégué à la Sécurité et à la Protection civile revient au général Bachir Diallo. Ce sont donc deux militaires expérimentés qui ont été nommés aux ministères régaliens de la Défense et de la



Le Col. Doumbouya (au milieu)

Sécurité. Le général Idi Amin, pressenti à la Défense depuis plusieurs semaines, était rentré de Cuba où il occupait le poste d'ambassadeur une

dizaine de jours après le coup d'État. En dépit de ce que confiait récemment son entourage, qui assurait qu'il se préparait à quitter la Guinée, le

général est donc propulsé à un poste clé du gouvernement de transition.

Enfin, Louopou Lamah obtient le ministère de l'Environnement et du Développement durable. Elle est l'ancienne directrice nationale du Commerce extérieur et de la compétitivité au ministère du Commerce précédent. Une nomination qui intervient à la veille du grand sommet de la Cop26, prévue à Glasgow du 1er au 12 novembre.

T.M.

DEPOT N° 05/2021/10/10/2021
GREFFE

SOMMATION DE PRENDRE COMMUNICATION D'UN
CAHIER DES CHARGES

L'an deux mille vingt et un (2021)
Et le lundi 19 octobre à 15 heures 22 minutes ;

A la requête de la Société ECOBANK – TOGO, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de F CFA dix milliards (10.000.000.000), enregistrée au RCCM de Lomé-TOGO sous le n° 1848, Liste Banques T – 005 T, ayant son siège social à Lomé, 20, Avenue Sylvanus OLYMPIO B.P. : 3302 – Lomé – TOGO, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié audit siège, lequel par les présentes et leurs suites y a élu domicile ;

Assistée de AGEREBURU & PARTNERS, Société d'Avocats, Juridique et Fiscal, sise au 777, Avenue Kiebr DADJO (Immeuble ALICE), 08 B.P. 8989 Lomé 08, Tél. 22 21 05 05 / 22 21 49 01, agissant pourpours et diligences de son Gérant Maître Alexis Coffi AGEREBURU, Avocat à la Cour ;

J'ai
Me Abdelhak KOUTE, Huissier de Justice
Près la Cour d'Appel et le Tribunal de
1ère Instance de Lomé y demeurant,
Rue VANLARE N° 544, N'gokakpoo
Tél: 22 21 27 55 Cell: 90 05 79 88
Sousigné

Fait Sommation à :
Madame DOVI-AKUE Adudé épouse OSSEYI, Commerçante, Promotrice et Gérante des
Établissements MIKAEL & FILS, demeurant et domiciliée à Lomé, au 10, Avenue de la Libération,
Tél : 90-04-10-24 / 99 38 53 07, en ses lieux, où étant et parlant à :
M. KOUTE, Huissier de Justice, en l'absence de son épouse, la
Madame DOVI-AKUE, au domicile de son épouse, la
Madame DOVI-AKUE, au domicile de son épouse, la
Madame DOVI-AKUE, au domicile de son épouse, la
Madame DOVI-AKUE, au domicile de son épouse, la
Madame DOVI-AKUE, au domicile de son épouse, la
De prendre connaissance du cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de
Commerce de Lomé le 15 Octobre 2021 pour la vente forcée de l'immeuble désigné dans ledit
cahier en réalisation de l'hypothèque conventionnelle consentie par la susnommée suivant acte
notarié à la requête ;

Lui indiquant que :

1. L'audience éventuelle prévue et organisée par les articles 272 et suivants de l'Acte
uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement
et voies d'exécution aura lieu le Mardi 24 Novembre 2021 à Neuf (09) heures
précises du matin, jour et heures suivant s'il y a lieu par devant le Tribunal de
Commerce de Lomé siégeant au Palais de Justice de ladite ville ;

2. L'adjudication de l'immeuble désigné dans le cahier des charges aura lieu en l'Etude de
Maître Yao DZONOUKOU, Notaire à Lomé, le Judi 08 Janvier 2022 à 10h dix heures
précises du matin ;

2

3. Les dires et observations seront reçus, à peine de déchéance jusqu'au cinquième jour
précédant l'audience éventuelle et qu'à défaut de former et de faire mentionner à la
suite du cahier des charges, dans ce même délai, la demande en résolution d'une
vente antérieure ou la poursuite de folle enchère d'une réalisation forcée antérieure, ils
seront déchués à l'égard de l'adjudicataire de leur droit d'exercer ces actions ;

La présente sommation lui est faite à toutes fins utiles que de droit conformément aux
dispositions des articles 269 et 270 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures
simplifiées de recouvrement et voies d'exécution.

Sous toutes réserves
A ce qu'elle ne l'ignore
Et, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus laissé copie du présent exploit dont le coût
est de : _____ F CFA.

L'Huissier,
Me Abdelhak KOUTE

Grève des transitaires
Edem Tengué et le Synlitrasto trouvent un terrain d'entente

Le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Edem Tengué, a rencontré le samedi 23 octobre dernier, le Syndicat libre des transitaires (Synlitrasto) à Lomé. Les échanges ont porté sur l'appel à une grève prévue pour ce lundi 25 octobre, lancé par ce syndicat.



Edem Tengué entouré des membres du syndicat

Les discussions entre le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière et le Synlitrasto ont abouti.

En effet, il est porté à l'endroit de l'Union professionnelle des agréés en douanes (UPRAD-Togo) une accusation

relative au logement des honoraires des déclarants en douanes dans la Société d'exploitation du guichet unique pour le commerce

extérieur au Togo (Seguce-Togo).

Au cours de la rencontre à laquelle a pris part l'Union professionnelle des agréés en douane (Uprad), il a été décidé un moratoire sur la perception par le système du Guichet unique pour le commerce extérieur du Togo (Seguce-Togo) de la taxe dénommée « redevance » ou « honoraire transit ». Le syndicat souhaitait au départ que l'échange documentaire et les frais d'Interpole figurant dans les frais de transit en soient exclus avant leur incorporation au Seguce. Il estimait par ailleurs que la mesure était discriminatoire à l'endroit des "non agréés". Le ministre a proposé que cette incorporation soit effective à compter du 15 décembre 2021 au lieu du 25 octobre 2021 initialement prévu. Edem Tengué a encouragé

l'Uprad à accorder ce moratoire. Il a également insisté sur l'application de la mesure à compter de la nouvelle date fixée. Pour le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, l'ambition du gouvernement de faire du Togo un hub logistique de la sous-région passe aussi par la digitalisation des services. D'où les déclarations au guichet unique ». « La disposition n'est contre personne », a-t-il insisté.

M. Tengué a aussi annoncé des séances de travail et de sensibilisation durant la période moratoire afin que « chaque partie puisse tirer profit de l'initiative ». L'objectif est d'amener tous les transitaires opérant au Port autonome de Lomé, précisément au parc de véhicules d'occasion, à comprendre la nouvelle procédure de déclaration. **Félix T.**

Corridor Togo-Mali
L'OTR présente les facilités aux opérateurs économiques maliens

Une délégation de l'Office togolais des recettes (OTR) conduite par son directeur du renseignement et de la lutte contre la fraude douanière, Piguendéléwè Akaya, a séjourné du 18 au 22 octobre à Bamako, dans la capitale malienne. Au cours de cette mission, la délégation a présenté aux acteurs de la chaîne logistique du Mali et à l'ensemble des opérateurs économiques les facilités offertes aux importateurs et exportateurs des pays de l'hinterland.

L'objectif est d'accroître les flux de marchandises sur le corridor Togo-Mali. La présentation de ces facilités rentre dans le cadre de la mission annuelle de promotion de la plateforme portuaire de Lomé organisée par l'Alliance pour la promotion du Port autonome de Lomé (A2PL).

présenté aux participants les opportunités et avantages de la plateforme portuaire de Lomé. Elle a insisté sur les facilités douanières offertes pour le transit. Il s'agit entre autres de l'exonération de certaines taxes, du scannage gratuit des marchandises et du suivi géolocalisé des marchandises.

Mme Siliadin a également annoncé la suppression des divers postes de contrôles. L'OTR a procédé à un réaménagement en faisant de Djerehouye, le seul poste de contrôle douanier sur le corridor Lomé-Cinkassé. Cette nouvelle disposition vise à réduire le transit-time aux opérateurs économiques. Des séances ont été



Des intervenants à la journée

organisées avec la douane malienne sur le processus d'interconnexion entre les deux administrations. Selon l'OTR, ce processus une fois abouti, évitera toute rupture de charge sur le corridor.

Cette interconnexion existe déjà entre le Togo et le Burkina Faso d'une

part et entre le Togo et le Niger, d'autre part.

La délégation a aussi insisté sur la dématérialisation et la digitalisation de toutes les démarches douanières pour simplifier et faire gagner du temps aux opérateurs économiques. A travers ces activités,

l'Office togolais des recettes œuvre au quotidien pour rendre encore plus compétitive la plateforme portuaire de Lomé. L'ambition des autorités togolaises est de faire de cette plateforme un hub logistique pour la sous-région. **Félix Tagba**

Bien-être social au Togo

Qu'en est-il de l'eau potable dans la région de la Kara ?

Octobre, nous y sommes ! Octobre rose est une campagne annuelle qui, durant tout le mois d'octobre, consacre une communication destinée à sensibiliser sur le dépistage du cancer du sein féminin et à récolter des fonds pour la recherche. En effet, le cancer du sein est la première cause de mortalité chez les femmes de moins de 65 ans avec près de 4000 décès chaque année dans le monde. 28ème édition mondiale en ce mois d'octobre 2021 et 13ème du genre au Togo, cet évènement a pour symbole un ruban rose. Son équivalent anglo-saxon est le "National Breast Cancer Awareness Month". Au Togo, les femmes ne sont pas laissées pour compte. La campagne « Octobre rose » est marquée par différentes activités en vue de limiter le risque de cette maladie.

La mission assignée au ministère togolais de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, conformément à la feuille de route gouvernementale 2020-2025 portée par le président Faure Gnassingbé, est d'atteindre 95 % d'accès à l'eau potable en milieu rural, 85 % en milieu semi urbain, 75 % en milieu urbain hors Lomé et 80% soit un taux de desserte national de 85%. Pour y arriver, le gouvernement a mobilisé des investissements financiers et humains importants pour réaliser des ouvrages de fourniture d'eau potable aux Togolais. Les réalisations sont-elles réelles ? Profitent-elles aux populations ?

Kara, le PEAT 2 double les capacités du barrage de la Kozah



Aperçu des travaux de renforcement du barrage de la Kozah

Plusieurs projets prennent en compte le chef-lieu et l'ensemble des préfectures de la région. Dans le cadre du Projet Eau et Assainissement au Togo phase 2 (PEAT2), avec l'appui financier de l'Union européenne, il est prévu la construction d'une nouvelle chaîne de traitement de la Kozah par dédoublement de la station, la réhabilitation de l'unité de traitement du barrage de la Kozah. La chaîne de traitement de l'eau qui existe au barrage de la Kozah produit autour de 375 m³/h. « L'objectif, c'est de porter au double cette capacité de production pour pouvoir satisfaire les besoins de 45150 personnes supplémentaires dans la zone du projet. Il est donc prévu la construction d'une autre chaîne de traitement qui sera parallèle à celle qui existe déjà, elle

va permettre à terme de produire une quantité d'eau d'environ 400 m³/h », a expliqué Tabiou Kpapo, point focal du projet PEAT 2 à Kara. Le site étant situé sur une colline, un mur de soutènement sera construit pour protéger la chaîne. Pour réussir le pari, une nouvelle bache d'une capacité de 400 m³ est en construction pour renforcer l'ancienne d'une capacité de 600 m³. La nouvelle bache est déjà en cours de construction. Un nouveau bâtiment d'extension du local de réaction est également en cours de construction pour renforcer l'existant.

Le barrage de la Kozah, construit en 1978 est celui qui dessert la ville de Kara, les préfectures de la Kozah, de la Binah et de Doufelgou en eau potable. « Il y a des réhabilitations qui seront faites au niveau du

barrage notamment le curage pour la prise de l'eau. Il y a des vannes à changer, des pluviomètres à installer, pour pouvoir mieux gérer le barrage de la Kozah », a expliqué Landry Kamwa, Assistance technique internationale (ATI), maître d'œuvre pour le groupement Louis Berger à Kara.

Les travaux sont prévus pour une durée d'exécution de un an, soit du 12 octobre 2020 au 11 octobre 2021. Mais à la date de juillet 2021, le taux d'exécution des travaux est à 20%.

à trois mois de l'échéance. Pourquoi un tel retard ? « Les retards sont dus aux dossiers d'exécution. Lorsqu'on a des bons dossiers d'exécution, le travail devient plus facile. Ces dossiers d'exécution comportent les notes de calculs, notamment les matériels qu'il faut utiliser à chaque niveau des travaux et il faut nécessairement faire une mise à jour de ces dossiers d'exécution en fonction des paramètres ou de la topographie du sol », a répondu Landry Kamwa.

Kara, SP-EAU : plus de 12 km d'extension, 839 branchements privés promotionnels

Il y a des travaux en régie réalisés par la SP-EAU. Il s'agit de 12, 22 km de réseau d'adduction et de distribution dans la ville de Kara et le positionnement des ouvrages hydrologiques ponctuels. « L'objectif est de remplacer pratiquement sur tout le réseau de la ville, les organes hydrauliques pour pouvoir bien faire fonctionner le réseau. », avait rappelé Landry Kamwa il y a quelques mois.

D'autres travaux sont également réalisés par la TdE. On note les branchements promotionnels à coût réduit. « Au total 900 branchements privés, la

et assainissement en milieu urbain et semi urbain (SP-EAU) à Kara.

BID/Uemoa : 36 forages équipés et de 11 forages à Kara

Outre le PEAT2, le projet BID/Uemoa d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural au Togo est également en phase d'exécution. Le projet prévoit la réalisation de 36 forages équipés de pompes à motricité humaine et de 11 forages destinés aux mini-adductions d'eau potable dans les centres semi urbains. « Actuellement, on a déjà réalisé les 36 forages équipés avec des supers structures autour. Les mini-adductions d'eau potable,



Barrage de la Kozah

construction de 5 bornes fontaines et 70 branchements dans les établissements scolaires publics. A ce jour, sur les 900 branchements privés, 839 branchements ont été réalisés. Sur les 70 dans les établissements scolaires, il n'y a eu que 4 réalisés à cause du fait qu'il faut attendre la réception de l'extension de réseau sur 12,22 km», a détaillé Kézié Sourou, chef antenne Société du patrimoine eau

quant à elles sont aussi réalisées, il ne reste que les châteaux d'eau à construire, les équipements et les raccordements », a déclaré le directeur régional de l'Hydraulique de la région de la Kara, Kossi Yabo.

PAPV, 08 châteaux modulaires dans la région de la Kara

Financé par le gouvernement togolais à travers le Programme d'appui aux populations vulnérables

(PAPV), il s'agit dans la région de la Kara, de 08 châteaux d'eau modulaires situés dans 08 différentes localités : au Camp Général Ameyi à (Kara) d'une capacité de 50 m³ mis en service; à Kemerida (Ketao) d'une capacité de 200 m³ mis en service ; basse chasse (Niamtougou) d'une capacité de 100 m³ mis en service; à Koka(Niamtougou)d'une capacité de 200 m³ mis en service.

Les châteaux d'eau modulaires se trouvent également à Défalé (Niamtougou) d'une capacité de m³ mis en service; à Kantè d'une capacité de 100 m³ avec une procédure d'alimentation en énergie électrique en cours ; à Bassar d'une capacité de 300 m³ mis en service et à Guérin-Kouka

d'une capacité de 200 m³ mise en œuvre.

Pour le château d'eau modulaire de Kantè, « Le forage est réalisé, le réseau d'adduction vers le réservoir est aussi réalisé. Il ne reste que l'installation de la pompe et l'énergie électrique avec des panneaux solaires vu que le site est un peu éloigné de la ville », a expliqué lors de la visite de chantier, Abou-Kerim Fataou, chef d'agence TdE Kantè, profitant de l'occasion pour remercier la TdE et le gouvernement togolais. Ces ouvrages dans le cadre de la mise en œuvre du PAPV, font partie d'une longue liste de réalisations de sites de fourniture d'eau à travers tout le pays en prenant en compte les zones rurales.

85% dans la région de la Kara et de 67% à 72% dans la région des Savanes. Le projet permettra de réaliser 400 nouveaux forages dans les 02 régions ciblées notamment Kara et Savanes, soit 200 forages par région. En outre, 200 anciens forages (à raison de 100 forages par région) seront réhabilités.

100 latrines modernes de type Ecosan seront construites dans la région de la Kara et 100 autres latrines seront construites dans

la région des Savanes. Avec les réalisations déjà faites dans le cadre du PASSCO 1, l'ensemble des forages sera porté à plus de 1000 dans les 02 régions. Le PASSCO 2 permettra à 300 000 Togolais dans les régions susmentionnées d'avoir facilement accès à l'eau potable, de disposer de latrines modernes dans les écoles et centres de santé, de réduire le taux des maladies hydriques comme le choléra, la diarrhée et la dysenterie.

Eau potable en milieu scolaire: début PASSCO 2 dans la Kéran, 300 000 bénéficiaires ciblés

Le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural (PASSCO 2) est mis en marche dans la région de Kara. Officiellement lancé il y a deux mois, le PASSCO 2 porte déjà ses fruits dans la Kéran à Kara, comme constaté le vendredi 16 juillet 2021.

Koulbi, il est très difficile que les élèves aient l'eau. Ils apportent l'eau de la maison et c'est compliqué. Désormais, ce forage va leur faciliter la tâche et leur permettre aussi d'arriver à l'heure à l'école», a témoigné Gnali Tètignakmene, agent de suivi des ouvrages



Château d'eau modulaire de Baga (Doufelgou)

Tuyau bleu bien assorti de la terre et le bout bien recouvert, c'est un forage réalisé dans le cadre du PASSCO 2 à l'école de Koulbi dans la Kéran.

«Le projet a vraiment débuté ici. Le forage est en cours de réalisation. Il reste à faire le pompage et construire la margelle. Cet ouvrage servira à ce que les élèves arrivent à avoir de l'eau à l'école car ici à

hydrauliques dans la Kéran.

Le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural (PASSCO 2), est destiné aux régions de la Kara et des Savanes. Projet en rapport avec les objectifs de la feuille de route gouvernementale, il est estimé à 6,5 milliards de francs CFA, il fera passer le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77% à

«Nos enfants sont n'auront plus de maladies liées à l'eau sale», bénéficiaire Plinga Awadé



Forage en cours de réalisation à Kantè (PASSCO 2)

Sur le terrain, les populations bénéficiaires ne cachent pas leur joie. « Notre reconnaissance et gratitude au gouvernement togolais pour ses efforts de nous fournir davantage de l'eau potable. Cela allège les tâches des ménages et les nos enfants sont n'auront plus de maladies liées à l'eau sale. Que le gouvernement continue ainsi et en fasse davantage », a témoigné Plinga Awade, un des bénéficiaires. Le gouvernement consent tous les efforts pour apporter de l'eau

potable aux populations. Il ne reste qu'à ces derniers de jouer leur partition en apportant leur contribution pour le bon usage et la pérennité de ces infrastructures hydrauliques réalisées. L'exécutif togolais est allé loin, au-delà de Kara, pour servir également de l'eau potable aux populations de la région des Savanes, à travers les divers projets mis en œuvre dans les autres régions.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ
DESORMAIS

SUR

MON KIOSK.com

www.monkiosk.com

sur le portail

www.alome.com

WWW.TOGOMATIN.TG

@Togomatin1

Togomatin

instagram.com / togomatin

www.togomatin.tg

Zoom sur le Togo qui impacte,
terre et use

Suivez notre actualité sur
whatsapp (infos en UKI)
www.togomatin.tg



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le cadre de l'opérationnalisation effective du Poste de Contrôles Juxtaposés (PCJ) de Noépé-Akanu et de la redéfinition du corridor Abidjan-Lagos,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des

Opérateurs économiques qu'à compter du 1er novembre 2021, les opérations de dédouanement de marchandises en transit, au départ ou en provenance du Ghana à destination du Togo ou d'autres pays sont impérativement logées au Poste de Contrôles Juxtaposés de Noépé-Akanu.

Sont ainsi visées, les marchandises chargées dans les ports, usines, entrepôts ou autres installations similaires en provenance du Ghana.

Il en est de même du transit douanier de marchandises au départ ou en provenance du Togo à destination du Ghana ou d'autres pays.

En ce qui concerne le trafic des marchandises diverses achetées sur le marché ghanéen ou togolais communément appelées «acquit» les formalités de dédouanement sont domiciliées à la Division des Opérations Douanières de Kwadjoviakopé et au bureau de Douane de Ségbé.

Le Commissaire Général compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux du présent avis.

Fait à Lomé, le 19 octobre 2021

P. Le Commissaire Général absent, p.i

Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects, p.i

Kwawo A. K. ESSIEN

FESPACO 2021

Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU, ministre de la Culture et du tourisme, a rassemblé les festivaliers togolais autour d'un dîner

Après la cérémonie de clôture de la 27ème édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) qui s'est déroulée le samedi 23 octobre 2021, le ministre de la Culture et du Tourisme, Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU a offert, dans la soirée, un dîner à tous les festivaliers togolais. Cet événement qui s'est tenu dans un restaurant à Ouagadougou, a permis au Directeur de la Cinématographie du Togo, Essohana KOUTOM, de remercier, au nom des festivaliers togolais, le ministre de la Culture et du Tourisme pour ses actions en faveur de leur participation au festival.

A son tour, le ministre félicite ses compatriotes pour la discipline dont ils ont fait preuve dans la capitale burkinabé. Il se réjouit de l'active participation des festivaliers togolais à des colloques, ateliers et à tous les autres événements. Selon lui, c'est la preuve que les participants togolais à la 27ème édition du FESPACO sont pleinement conscients de la raison pour laquelle ils se sont déplacés.

Le ministre invite les festivaliers à garder les enseignements de cette édition du FESPACO. « Dans la salle (Palais des sports Ouaga 2000 où se tenait la cérémonie de Clôture), j'étais confus que le nom du Togo ne soit accroché à aucun trophée. Je sais que ce n'est pas un manque de volonté des acteurs que vous êtes. Hier, le Délégué général du FESPACO me disait que, des togolais ont joué des rôles dans des films qui emportent des prix. Si nous avons la technicité, alors, pourquoi ne pas nous battre pour mettre cette technicité à contribution chez nous, dans les films que nous allons produire nous-mêmes ? », se demande-t-il.

Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU s'engage à poursuivre à Lomé, la réflexion avec les festivaliers sur les enseignements à tirer de cette édition. Le ministre LAMADOKOU n'a pas manqué de revenir sur l'adoption le 21 septembre 2021

du code du cinéma et de l'image animée par l'Assemblée nationale et sa promulgation, une semaine après, par le Chef de l'Etat, le Président Faure GNASSINGBE pour qui, dit le ministre, « ce projet tient à cœur ».

Il explique que sa présence à Ouagadougou était aussi destinée à mobiliser les partenaires pour la mise en œuvre de ce nouveau code qui prévoit la création d'un Centre national du cinéma et de l'image animée et du Fonds National de Soutien à l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle (FoNSICA). « Nos échanges à divers niveaux sont porteurs pour le cinéma togolais », se félicite-il.

« Nous avons déjà obtenu de la francophonie, la mise à disposition du Togo, dans les tous prochains jours, d'un expert qui va nous accompagner dans la mise en place du Fonds. Soyons mobilisés et soudés pour que ça aboutisse ».

L'amour de la patrie

Le ministre de la Culture et du Tourisme, Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU a invité les festivaliers à aimer leur patrie, leur pays.

Il déplore que certains ne cherchent qu'à noircir le pays, peu importe les efforts entrepris. Il invite, comme une des leçons à tirer du festival, l'apprentissage de l'amour de la patrie chez les autres.



Le ministre Kossi Gbényo LAMADOKOU s'adressant aux festivaliers



« Aimons notre pays, attachons nous à nos valeurs, défendons vaillamment notre pays dans toutes les circonstances et je pense que les

efforts qui se font aujourd'hui, même au niveau du gouvernement seront redoublés. Soyez reconnaissants aux efforts qui se font. Venez

pour qu'on travaille main dans la main afin de hisser le plus haut possible sur le cinéma togolais », a-t-il conclu.

ACHETEZ & LISEZ DESORMAIS

tm TOGOMATIN

SUR MON KIOSK.com **OU** **sur le portail**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

WWW.TOGOMATIN.TG

Zoom sur le Togo qui impacte, brille et ose

Suivez notre actualité sur whatsapp (infos en DM) www.togomatin.tg

: @Togomatin1
 : Togomatin
 : instagram.com / togomatin
 : www.togomatin.tg

Qualifications CAN féminine 2022 / 1er tour

Prestation XXL des Épervières, le Togo qualifié d'office

Les Éperviers dames du Togo ont inondé de buts les Os Verde-Amarelos (Les Vert et Jaune) dames de Sao Tomé, le 22 octobre 2021, lors de la rencontre aller du premier tour qualificatif pour la CAN féminine 2022. Les Togolaises ont noyé les Santoméennes (0-5) au Stade national du 12 juillet.

Les Éperviers dames ont fait preuve d'une discipline tactique et une occupation rationnelle du terrain basée sur l'esprit des attaques placées, même si clairement, l'équipe féminine de Sao Tomé a montré beaucoup de carences défensives et des faiblesses dans presque tous les compartiments de jeu. C'est une très belle opération pour la sélectionneuse

des Éperviers dames, Kaï Tomety, qui prend un sacré avantage sur la suite des qualifications. «Nous avons gagné 5-0. Les trois points sont acquis, c'est bien. Je dirai que mes joueuses ont fait un match assez bien et qu'on doit encore travailler pour pouvoir faire un match plus attrayant à Lomé », a déclaré Kaï Tomety à l'issue de la rencontre.

Sao Tomé forfait pour le retour, le Togo qualifié d'office

La rencontre retour, prévue de ce 26 octobre au stade de Kégué de Lomé, n'aura plus lieu. En effet, la fédération saotoméenne de football a adressé un courrier à la Confédération africaine de football (CAF) pour notifier le forfait de sa sélection féminine.

Avec ce forfait, le Togo accède donc directement au tour suivant des qualifications. Les "Épervières" de Tomety Kaï vont affronter pour le



Les Éperviers dames

tour suivant la vainqueur du match entre le Gabon et le Congo. La phase finale de la CAN féminine 2022 aura lieu au

Maroc. Les Éperviers dames ont encore du chemin à faire pour décrocher leur ticket.

Attipoe Edem Kodjo

Programme Forward / Séance de travail à Lomé

La FTF et la Fifa peaufinent le football togolais

Dans le cadre du Programme Forward, la Fédération togolaise de football (FTF), a reçu en visite de travail, les 21 et 22 octobre 2021 à Lomé, une mission de la Fifa. Elle est composée de Céline Zigaul, manager du programme de développement de la Fifa pour la zone Afrique et Caraïbes, accompagnée de El Hadji Wack Diop, directeur du Bureau régional de la Fifa-Afrique de l'Ouest et de Nataniel Nascimento Brito, Project Coordinator FIFA Development Office For West Africa Dakar.

Durant deux jours, les experts de l'instance faitière du football mondial et les responsables de la FTF ont travaillé à l'optimisation de l'utilisation des fonds du programme Forward au Togo. Devenu l'un des programmes de développement les plus importants dans le domaine du Football, FIFA Forward est conçu pour fournir un soutien intégral et sur mesure aux associations membres, aux unions régionales et aux confédérations. Le programme Forwad 1.0 a d'ailleurs permis à la Fédération Togolaise de Football (FTF) de se doter aujourd'hui d'un bloc

technique fonctionnel. Durant leur séjour au Togo, les experts de la Fifa ont visité le jeudi 21 octobre, le site qui va abriter le Centre technique national (CTN) à Bagbé, localité située à près de 40 km au nord-ouest de la capitale togolaise. C'est la construction de ce Centre technique que la FTF envisage de soumettre au financement dans le cadre du programme Forward 2.0. A la suite de cette visite de terrain, les émissaires de la Fifa ont assisté à la présentation du plan stratégique de la FTF (vision, missions, valeurs et axes stratégiques). La délégation a également

eu une séance de travail avec le président du Comité exécutif, le secrétaire général et les chefs de département de la FTF. Une rencontre au cours de laquelle l'organisation administrative et l'organigramme de l'institution ont été présentés. Les échanges ont tourné autour de l'organisation de la Direction technique nationale et du Département du football féminin. La mission de la Fifa a visité le vendredi 22 octobre le stade de Kégué, en travaux d'installation des sièges de tribunes et d'autres infrastructures sportives de



Photo de famille au cours des travaux

Lomé. Elle a ensuite été reçue par la ministre des Sports et des Loisirs, Dr Lidi Béssi-Kama en présence du président de la FTF, col Guy Kossi Akpovy et de son secrétaire général, Chris Dakey. Au terme de la visite, la mission a gratifié le Comité exécutif de son satisfecit. Mme Céline Zigaul a exprimé

ses sincères remerciements au président de la FTF, aux membres du Comité exécutif ainsi qu'au secrétaire général pour l'accueil chaleureux et fraternel dont elle-même et sa délégation ont bénéficié durant leur séjour.

Source : Fédération togolaise de football (FTF)

Athlétisme / Élection de la Commission des athlètes du CIO

«Mettons en commun nos challenges pour réaliser notre potentiel olympique», Mathilde Petitjean, candidate togolaise

Parmi les candidats en lice pour l'élection des membres de la Commission des athlètes du Comité international olympique (CIO), figure l'athlète togolaise Mathilde Petitjean. Sa candidature a été rendue publique, le 16 octobre dernier par la Commission des athlètes du CNO Togo. Première femme d'Afrique de l'Ouest et première athlète du Togo à participer aux Jeux Olympiques d'hiver en 2014, boursière de la Solidarité Olympique avec une connaissance de la réalité des sportifs et l'énergie, Mathilde Petitjean a de la plus-value.

« Au sein de la commission des athlètes du Togo, je partage aujourd'hui mon expérience et contribue à porter la voix des athlètes sur les sujets importants aux hautes instances de mon pays. Cette première étape me donne envie d'aller plus loin et de représenter l'ensemble du Mouvement

Olympique. Mettons en commun nos challenges pour réaliser notre potentiel olympique. Construisons notre avenir », a déclaré la candidate Mathilde Petitjean. Mathilde Petitjean est une athlète togolaise de haut niveau, porte-drapeau du Togo aux Jeux d'hiver de 2014 et 2018 dans l'épreuve

de ski. Elle est membre de la commission des athlètes du CNO Togo. En marge de sa candidature à la commission des athlètes du CIO où les membres seront élus par leurs pairs, elle se prépare pour une qualification olympique aux Jeux d'hiver Pékin 2022. Sa saison commencera le 14 novembre 2021 en Finlande et sera ponctuée par dix (10) étapes vers sa troisième participation aux Jeux Olympiques d'hiver. Sa candidature est soutenue par le Comité national olympique du Togo, notamment la commission



Mathilde Petitjean

des athlètes du Togo. L'élection des membres de la Commission des athlètes du Comité international

olympique (CIO), se tiendra février 2022 durant les Jeux Olympiques d'hiver à Pékin.

Attipoe Edem Kodjo

Diversité culturelle

Jubilé de diamant l’Institut Goethe du Togo

Le 21 octobre 1961, l’Allemagne a planté l’arbre de la diversité culturelle au Togo à travers un institut qui porte le nom de visionnaire allemand Goethe. Le 21 octobre 2021, cet arbre qu’est l’Institut Goethe du Togo est âgé de 60 ans. Une cérémonie de célébration du jubilé de diamant du Goethe-Institut s’est déroulée le 21 octobre dernier à Lomé.

La célébration a été l’occasion aux acteurs et responsables d’évaluer les fruits de cet arbre depuis 60 années et de se projeter dans l’avenir de cet institut de la promotion de la langue allemande au Togo. En effet, l’Institut Goethe offre chaque année, des bourses d’études en Allemagne aux étudiants et enseignants du Togo. Il reste un symbole fort de la coopération germano-togolaise.

Le Togo et l’Allemagne sont liés par une longue histoire. L’un des symboles forts de cette histoire est l’Institut Goethe, a expliqué Matthias Veltin, ambassadeur d’Allemagne au Togo, lors de la cérémonie. «Nous avons compris que les partenaires d’ici souhaitent qu’on continue ce qu’on faisait jusqu’à présent, mais en allant

encore un peu plus loin et en proposant d’autres offres qui pourraient mieux les aider. Au cours des discussions à venir avec nos partenaires de l’extérieur, nous allons étudier la faisabilité des souhaits exprimés par les acteurs togolais et nous espérons les satisfaire à l’avenir», a indiqué Edem Attiogbé, directeur de Goethe-Institut du Togo.

Durant 60 ans, l’institut Goethe a été un pont de passage de la culture allemande vers le Togo et de la culture du Togo vers les Togolais eux-mêmes. «Dans ce centre, on apprend à mieux connaître l’Allemagne et sa culture et au même moment, on apprend à mieux connaître le Togo et sa culture. C’est dans ce centre qu’on a les tribunes pour la littérature,



Photo symbolique avec Matthias Veltin (à gauche)

les scènes d’exposition et une bibliothèque pour les étudiants et élèves », a déclaré l’artiste plasticien, Eric Wonanu.

Un Panel de discussion sur le thème « 60ans et au-delà : Place et rôle du Goethe-Institut dans le secteur éducatif et culturel au Togo », a meublé la célébration, avec la participation de

deux artistes et de deux représentant(e)s du milieu de l’enseignement et du secteur éditorial. Un concert de musique instrumentale et de chants classiques avec l’Ecole de Musique "La Belle Mélodie" (répertoire togolais et allemand) a fait partie de la célébration. En prélude à cette célébration le vendredi 21, une soirée artistique et des

panels la veille. Plusieurs acteurs culturels ont invité le Goethe Institut à pérenniser son partenariat avec le Togo pour le bonheur des populations. Il a été également exprimé le souhait pour la construction du Goethe Institut sur une plus grande superficie.

Attipoe Edem Kodjo

Changements climatiques

Etape Lomé de la Cojecc 2021, riche en responsabilité

L’étape Lomé de la 7ème édition de la Conférence des Jeunes sur le changement climatique (Cojecc) a connu son apothéose le 22 octobre 2021. Débutée le 19 octobre, la Cojecc 2021 a porté les ambitions en matière d’environnement et de renforcement de capacités et formé des jeunes à plus de responsabilité climatique.



Animation d’un panel à la Cojecc

Placée sous le thème « Renforcer les compétences de la jeunesse autour des enjeux liés à l’eau et à l’énergie pour une mise en oeuvre de la CDN du Togo », l’étape Lomé de la Cojecc a été marquée

par la présence effective des autorités notamment Koffi Atri, cadre de la représentation du Pnud au Togo et du représentant du président de l’université de Lomé. Le discours de lancement officiel a été lu par Mme Merry Yaou, la

représentante du ministre de l’Environnement.

Durant quatre jours les participants ont effectué des partages d’expériences et de réseautage entre jeunes, des formations pour l’élaboration des

projets, des conférences et panels pour réfléchir à l’application de l’Accord de Paris dans les pays représentés par la jeunesse réunie à Lomé. Pour le directeur exécutif de l’ONG, Essodinam Pedessi, la particularité de cette conférence c’est de donner une formation spécifique à des jeunes.

«Pour cette année nous avons décidé de faire une formation sur l’élaboration de projets climat à terme d’adaptation car les jeunes ont des difficultés à élaborer des projets sur le changement climatique», a-t-il ajouté.

Pour cette septième édition, cette conférence vise à renforcer l’implication des jeunes de l’Afrique sans distinction de langue, afin de les amener à s’engager dans la lutte contre les changements climatiques pour atteindre des objectifs de la Cop 21 et dans la perspective Cop 24.

Le thème 2021, interpelle sur la nécessité de placer désormais les jeunes au centre des interventions en matière de protection de l’environnement et de lutte contre les changements climatiques. Cela permettra de gérer plus rationnellement l’eau, de développer des activités alternatives génératrices de revenus en particulier pour les jeunes et les femmes, améliorer les rendements et les revenus agricoles au travers d’un apport régulier d’eau aussi bien pour l’irrigation des cultures que pour l’abreuvement des animaux.

Initiée dans le cadre de l’Initiative Jeunesse de lutte contre les changements climatiques, la Conférence des Jeunes sur le changement climatique (Cojecc) a été organisée pour la 1ère fois en 2015, dans la dynamique de la Cop 21.

Attipoe Edem Kodjo

* Offre soumise à conditions



Taux 0%
2 MOIS DE SALAIRE NET
REMBOURSEMENT : 12 MOIS
Disponible en 24h

ony conseil

PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE AVEC LE SOURIRE

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2021



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

